

**Unité
CGT**

**Bulletin national
des entreprises**

n°3

les patrons veulent liquider l'industrie et l'emploi ouvrier

URGENCE INDUSTRIE !

Une vague silencieuse et extrêmement brutale de fermetures d'usines et de liquidation de milliers d'emplois industriels est en cours dans notre pays.

Cette re-désindustrialisation touche tous les secteurs, y compris ceux de la grande distribution, avec notamment l'annonce brutale du groupe Auchan de supprimer plus de 2300 emplois. Près de 10 000 salariés de Milee, la société de distribution de Prospectus, ont été licenciés, sans salaire ni perspective après la liquidation de l'entreprise début septembre.

Exxon, Stellantis, Novares, Valeo, Michelin, Vencorex, Arkema... la violence des plans anti sociaux frappent notamment les industries chimiques et métallurgiques. En cascade, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont en jeu tout comme l'existence même de plateformes industrielles et de bassins d'emplois, notamment dans des territoires déjà brutalisés par un patronat vorace et abandonnés par l'Etat.

Le secteur automobile est l'objet d'une profonde restructuration avec des fermetures de sites et des licenciements. Plus de 15 000 emplois sont menacés dans les industries chimiques, selon une estimation du patronat de la chimie. En réalité, on approche de la suppression de plus de 100 000 emplois induits, sans parler de la destruction des capacités industrielles.

Si l'ampleur de la crise industrielle, majeure et inédite depuis des décennies, est silencieuse, voire censurée, par les médias et les politiciens, chacun et chacune d'entre nous peut percevoir la catastrophe en cours et ses conséquences dramatiques, notamment pour les services publics et la population.

Cette déclaration de guerre, et cette promesse de misère nous est adressée par un patronat, gavé d'argent public, avec la complicité de l'Etat et des autorités et ce alors que le gouvernement et le RN cherchent à imposer une aggravation brutale de l'austérité et multiplient les attaques contre la Fonction publique.

Partout dans le pays, des milliers d'ouvriers, avec leurs syndicats sont en grève ou mobilisés et dans l'action contre cette vague de fermetures et de licenciements, à l'image des salariés de Vencorex en grève illimitée depuis trois semaines, et des travailleurs du groupe Michelin à Cholet et à Vannes en grève.

Car la lutte est la seule solution, la seule variable qui permet d'inverser le rapport de force. Nos usines et nos emplois doivent être maintenus. C'est possible et même nécessaire : il suffit de nationaliser sous contrôle ouvrier et d'exproprier les grands groupes industriels qui empochent l'argent public, le fruit du travail des salariés et licencient à tour de bras pour remplir les poches des actionnaires.

Mais, pour faire reculer le patronat, nous avons besoin d'une véritable confédéralisation et union de toutes ces luttes avec un plan d'action qui puisse faire du 12 décembre, journée nationale d'action sur l'industrie à l'appel de la CGT, un tremplin pour une amplification des luttes ouvrières. Avec un objectif clair : forcer dans un premier temps le patronat à stopper son offensive. L'interdiction de tous les licenciements est nécessaire dès maintenant, ainsi que la nationalisation sous contrôle ouvrier des grands groupes.

L'appel à la grève illimitée à partir du 11/12 à la SNCF, les Vencorex et les Michelins, en grève et mobilisés avec leurs syndicats et fédération CGT, illustrent la combativité ouvrière qui doit, par tous les moyens possibles, faire tâche d'huile sur d'autres sites et dans d'autres secteurs tout en suscitant la convergence de toutes ces mobilisations et entre tous les secteurs impactés par la casse de l'emploi et de l'activité industrielle. Soyons à la hauteur des enjeux !

Michelin : grève immédiate des ouvriers contre la fermeture d'usines ; 1 600 emplois directs menacés

La colère ouvrière, sur les sites Michelin de Cholet et Vannes concernés par les annonces de fermetures, a immédiatement explosé, par la grève reconductible avec les syndicats CGT et dans l'action avec notamment des blocages routiers. Les salariés comme les syndicats avaient tous constaté la mise en sous-capacité des usines françaises ; la multinationale organise en réalité depuis des mois et des années un transfert progressif de ses capacités de productions en dehors de l'hexagone.

La CGT Michelin a notamment appelé à la grève sur l'ensemble des sites Michelin le mercredi 13 novembre et à manifester le même jour devant le siège du groupe à Clermont Ferrand à l'occasion d'un CSEC.

SNCF : grève le 21 novembre et appel à la grève illimitée à partir du 11 décembre

« L'heure est au conflit à la SNCF » : les fédérations syndicales de cheminots ont appelé à la une journée de 24 de grève le jeudi 2 novembre mais aussi un préavis de grève illimitée cette fois à compter du 11 décembre, contre le nouveau modèle de Fret SNCF imposé par la Commission européenne et l'ouverture à la concurrence sur les lignes régionales. Les syndicats ont prévenu que cette journée de grève était un « ultimatum » avant un « mouvement de grèves plus long et plus fort en décembre. »

appel à la grève dans le secteur de la petite enfance

Les travailleurs et travailleuses du secteur de la petite enfance sont appelés à la grève le 19 novembre. La fédération CGT des Services publics rappelle que « la pénurie de personnel ne permet plus de respecter les taux d'encadrement, ni d'être en capacité de répondre aux besoins des familles ». Il manque actuellement entre 200 000 et 300 000 places d'accueil dans le pays et 10 000 postes ETP pour faire fonctionner les structures correctement.

Rappelons que ces derniers mois, des révélations de management capitaliste sordide ont accablé les géants privés du secteur et mis en lumière la complicité du gouvernement. . Parmi les revendications, figure des augmentations salariales immédiates, l'amélioration des conditions de travail et une véritable reconnaissance des qualifications des métiers de la petite enfance, une politique ambitieuse de la petite enfance, un véritable investissement pour l'avenir des enfants et de notre société, un véritable service public de la petite enfance, seule alternative à la marchandisation du secteur. La CGT revendique aussi « la modification du taux d'encadrement 1 pour 5 en 2027 et 1 pour 4 en 2030 ».

A Vencorex : grève illimitée, meetings et manifestations

La grève illimitée à Vencorex et la lutte de classe continuent sur les plateformes chimiques iséroises de Pont-de-Claix et Jarrie menacées d'éradication par le patronat. Après une seconde journée de manifestation organisée par la CGT le 30 octobre, avec plus de 1 000 ouvriers des plateformes chimiques, un nouveau meeting a été organisé le 7 novembre.

> Plus de 6 000 emplois sont menacés par les annonces de fermeture de l'usine Vencorex et ses conséquences pour les entreprises interconnectées des deux plateformes, en particulier pour Arkema mais aussi pour Air Liquide, Solvay, Suez ou encore Framatome.

UnitéCGT Hebdo #37

Ce bulletin national des entreprises contient un éditorial et des extraits des luttes et grèves en cours. Ce document est un supplément papier de notre hebdomadaire numérique.

Au sommaire du #37 : éditorial, La France en Grève, les patrons veulent liquider l'industrie, attaques contre les fonctionnaires, Michelin en grève, Espagne, Etats-Unis, lettre publique de Geroge Ibrahim Abdallah

